



La politique étrangère du Canada et la consolidation de la paix

Rapport du Québec

La Forum a été organisé par l'Institut québécois des hautes études internationales, de l'Université Laval, et la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, à l'Université du Québec à Montréal.

Le Forum à Québec s'est réuni le 16 novembre à l'Université Laval. Les participants étaient surtout des représentants des milieux universitaires, des médias et des ONG. Le Forum a eu pour objectif d'examiner la question de la consolidation de la paix et la politique étrangère du Canada et de formuler des recommandations à l'intention du ministre des Affaires étrangères et du Ministère. Il importe de noter que les organisations non gouvernementales ont été largement représentées à ce forum. Les participants ont convenu de centrer leurs discussions sur la faisabilité du concept de Casques blancs et sur le rôle de l'aide publique au développement dans le maintien de la paix. Le rapport se subdivise en trois sections :

Atelier n° 1

Faisabilité du concept de Casques blancs;
Mécanismes et coordination au niveau national

Atelier n° 2

L'aide publique au développement dans le maintien de la paix

Annexe I

Réponses aux questions formulées par le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère en prévision du Forum à Winnipeg.

Atelier 1

**Faisabilité du concept de Casques blancs;
Mécanismes et coordination au niveau national.**

RECOMMANDATIONS

Faisabilité du concept de Casques blancs

- 1) Attendu que le Canada a décidé de mettre sur pied une force civile canadienne de maintien de la paix, le Forum à Québec encourage le gouvernement à poursuivre dans cette lancée et à entreprendre de concert avec tous ses partenaires une étude exhaustive sur le concept de Casques blancs et sur les conditions de leur déploiement. L'étude devrait aussi examiner les capacités des organisations canadiennes, publiques et privées, qui oeuvrent dans ce domaine.

Mécanismes et coordination au niveau national

- 1) Nous recommandons que le gouvernement canadien propose et mette en place une structure permanente de coordination incluant du personnel et/ou des représentants civils et militaires ainsi que des intervenants des secteurs public et privé afin de maintenir et de promouvoir la paix, les droits humains et le développement durable.

Cet organe se réunirait périodiquement, de par ses statuts, et au besoin, lorsque surviennent de graves crises dans le monde. Nous recommandons que l'organe dont il est question soit tenu de faire rapport directement aux institutions démocratiques du Canada.